



DÉBATS & ANALYSES

« LA TENTATION RADICALE » CHEZ LES JEUNES

L'inquiétante radicalité d'une minorité de jeunes

Les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland ont mené une enquête inédite auprès de 7 000 lycéens de quatre territoires à dominante urbaine, qui conclut à un « effet islam » dans l'adhésion de certains jeunes Français aux idées radicales et absolutistes

Le livre

Un quart des lycéens interrogés ne condamnent pas totalement les attentats contre *Charlie Hebdo* et le Bataclan, 80 % considèrent qu'on ne peut pas se moquer des religions, 68 % pensent que les médias n'ont pas dit toute la vérité sur les attentats de 2015, un tiers pensent qu'il est « acceptable dans certains cas de participer à une action violente pour défendre ses idées »... Mettre des chiffres et des mots sur un sentiment diffus, celui de la « tentation radicale » chez les jeunes : voilà l'ambition de cet ouvrage, issu d'une enquête menée auprès de 7 000 lycéens de classe de 2^{de}, âgés de 14 à 16 ans, par une équipe de sociologues sous l'égide du CNRS.

Trois ans ont passé depuis ce moment d'effarement collectif devant l'évidente rupture culturelle exprimée par une partie de la jeunesse après l'attentat du 7 janvier 2015. Pour la première fois, *La Tentation radicale* offre un panorama de ce problème, en évaluant l'adhésion à l'absolutisme religieux, à la violence religieuse, à la radicalité politique en opinion ou en acte, et à cette nouvelle « radicalité informationnelle » de ceux qui ne font plus confiance

aux médias et adhèrent aux théories du complot.

Les chercheurs ont adressé des questionnaires à 7 000 lycéens de quatre territoires où « des manifestations de radicalité » ont été constatées ces quinze dernières années (émeutes urbaines, blocages de lycées, affrontements avec la police) : la région lilloise, l'Île-de-France et l'académie d'Aix-Marseille. Auxquelles a été ajoutée l'académie de Dijon, pour assurer une diversité. Dans le groupe d'élèves interrogés, 26 % se déclarent musulmans et 39 % sont scolarisés dans des lycées populaires ou très populaires. C'est bien plus que dans un groupe représentatif des lycéens français, mais à dessein,



LA TENTATION RADICALE. ENQUÊTE AUPRÈS DES LYCÉENS
 d'Olivier Galland et Anne Muxel
 Presses universitaires de France,
 464 pages, 23 euros



puisque l'ambition était de montrer la prévalence des idées radicales, y compris chez les jeunes musulmans, qui auraient été trop peu nombreux dans un échantillon représentatif.

DE MULTIPLES VARIABLES

Les résultats de cette étude minutieuse viennent étayer le constat de 2015 : une minorité de jeunes – en particulier les jeunes musulmans – adhèrent à un absolutisme religieux. Pour définir l'adhésion des élèves à « la radicalité » religieuse, ou leur « propension à la violence » – deux facteurs qui se conjuguent chez les 20 % de jeunes musulmans déclarant acceptable de « se battre armes à la main pour défendre sa religion » –, ceux-ci ont dû répondre à une batterie de questions. Ainsi, pour définir le degré d'« absolutisme » de leur croyance religieuse, les lycéens doivent estimer, entre autres, si « c'est plutôt la religion qui a raison sur la question de la création du monde ». Pour 81 % des musulmans, c'est oui (contre 27 % des chrétiens).

La grande force de cet ouvrage minutieux réside dans le fait qu'il n'isole pas la question de la radicalité religieuse des autres aspirations à la rupture présentes chez les lycéens interrogés. A propos de la radicalité religieuse comme de la radicalité politique, les chercheurs s'interrogent sur l'articu-

lation entre idéologie et actes : tous les individus radicaux ne sont pas violents, et tous les jeunes ayant une propension à la violence ne s'appuient pas forcément sur des croyances.

Et les auteurs de décortiquer la provenance de ces aspirations, en faisant jouer toutes les variables. A-t-on plus de chances d'adhérer à la radicalité violente si l'on est décrocheur scolaire, issu d'un milieu défavorisé, victime de discriminations ? Car la volonté de « rupture » des jeunes tient à leurs croyances, mais aussi à leur quartier, à leur rapport avec la police, à leur acculturation à la violence.

Les extraits d'entretiens réalisés avec les lycéens permettent d'entrevoir ce qu'ils pensent et comment ils le pensent. On assiste aux tiraillements, aux questionnements qui agitent une jeunesse où se recompose à peu près tout ce qui fait faire corps avec une société : le rapport au savoir, à l'information, à la mémoire collective, à la représentation démocratique... Si les résultats de l'enquête n'en restent pas moins inquiétants, la palette d'interactions sociales et de données culturelles ici étudiée donne à voir un tableau varié, plus mouvant qu'on aurait pu l'imaginer. Elle a aussi le mérite d'offrir une base de données solide, à même de nous aider à mener une réflexion éclairée sur le sujet. ■

VIOLAINE MORIN

LE CONTEXTE

POLÉMIQUE

C'est dans un contexte tendu que sort *La Tentation radicale*, une grande enquête, menée auprès de 7 000 lycéens sur leur rapport à la radicalité, dirigée par les sociologues Olivier Galland et Anne Muxel (PUF, 464 pages, 23 euros). Les attaques de l'Aude du vendredi 23 mars ont relancé le débat, voire la polémique, sur la façon de contrer le terrorisme islamiste, mais aussi l'obscurantisme religieux, notamment en banlieue. Réponse à l'initiative du CNRS, qui, après les attentats de 2015, lança un « appel à propositions sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences », cette étude, à laquelle ont également participé Alexandra Frénod, Jean-François Mignot, Laurent Lardeux, Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre, est une première du genre et s'intéresse aussi bien à la radicalité religieuse que politique ou informationnelle des jeunes lycéens. Un ouvrage publié « à l'initiative scientifique » de Gérald Bronner. Ce professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot et membre de l'Académie des technologies publia, en octobre 2017, un brûlot contre les dérives de la « sociologie critique » qui contribuerait, selon lui, à diffuser une « culture de l'excuse » à force d'insister sur les déterminismes sociaux qui pèsent sur les individus, lui préférant une sociologie « analytique » (*Le Danger sociologique*, Gérald Bronner et Etienne Géhin, PUF, 2017, voir *Le Monde* du 23 novembre 2017).